

Responsabilités de la gauche face à la crise mondiale

Michalis Spourdalakis

Intervention lors du séminaire « Analyse de la crise mondiale : crise systémique, capitaliste ou seulement financière ? » organisé par Transform !. Forum social mondial de Belém, 27 janvier-1^{er} février 2009.

La crise actuelle se profile à l'ombre pesante du forum économique de Davos, qui a commencé sa session annuelle. C'est bien naturel et, de fait, la crise qui a éclaté au cours des six derniers mois, tacitement ou explicitement, semble être aussi la principale préoccupation de notre forum.

Cependant, il existe des différences importantes dans la manière dont les participants de Davos approchent la crise et la façon dont nous, qui sommes réunis à Belém, le faisons. Outre la publicité disproportionnée faite aux discussions entre quelques dizaines de personnes à Davos, par opposition au quasi-silence des médias internationaux sur les discussions, les préoccupations exprimées par la mobilisation et les cent mille participants du FSM, il y a deux différences importantes :

Tout d'abord, les participants au sommet de Davos s'efforcent d'analyser et de définir la crise de manière à apporter des solutions qui garantissent la reproduction des structures, des relations et, d'abord et avant tout, de la logique du capitalisme. Deuxièmement, la problématique du diagnostic de Davos, comme les rapports l'ont indiqué jusqu'à présent, a systématiquement sapé les forces sociales qui pourraient éventuellement jouer un rôle dans la réforme, et même dans la transformation de l'organisation sociale de la société capitaliste.

En outre, nous, les participants au FSM, intuitivement ou systématiquement, tacitement ou explicitement, essayons en effet d'approcher et de comprendre la crise de manière à ce que les réponses que nous y apportons ne finissent pas par reproduire le régime antérieur, c'est-à-dire une société capitaliste bien huilée. La compréhension de la crise, technocratique et surtout économique, à Davos ne se concentre pas sur les intérêts des travailleurs, au moins de manière directe, et surtout écarte les préoccupations de milliers de mouvements qui ont surgi des contradictions et des inégalités de la civilisation (capitaliste) actuelle. En revanche, nous qui sommes à Belém voyons la crise à travers les yeux des milliards de personnes représentées, d'une certaine façon, dans notre forum.

Cela dit, je voudrais mettre en avant six principes dans un effort visant à mettre en place un cadre d'analyse de la question en débat.

Tout d'abord, il est très important pour la gauche de se rendre compte qu'une partie de sa lutte (dans la conjoncture actuelle de la crise du monde capitaliste) est d'être présente et d'intervenir efficacement dans les débats sur la crise. Sa présence dans la définition de l'hégémonie postcrise, qui définira le cadre dans lequel la société sera organisée après la crise actuelle, est non seulement essentielle pour son avenir mais elle est aussi vitale pour la perspective de l'évolution de l'équilibre des pouvoirs de manière à saper le capitalisme et ses piliers. La gauche, en d'autres termes, ne peut pas se permettre d'être absente de la redéfinition de l'orientation de l'hégémonie comme ce fut le cas lors de la crise au début des années 1970 lorsque la faiblesse de la gauche a conduit à la victoire du néolibéralisme qui a provoqué probablement l'assaut capitaliste le plus agressif des deux derniers siècles.

Deuxièmement, la gauche ne doit pas s'en tenir à des explications simplistes de la crise. Les médias et les principales forces politiques ont tenté de définir la crise comme une perturbation accidentelle d'un système global qui fonctionne harmonieusement. En fait, ces explications populaires mises en avant par les principaux leaders d'opinion attribuent la crise à des initiatives ou des négligences des gouvernements au cours des dernières décennies ou aux pouvoirs et/ou orientations de certaines personnes dans les banques centrales ou à la composition des institutions économiques internationales ou encore à la cupidité de ce qu'on appelle les *golden boys*. Bien qu'il y ait assurément une part de vérité dans toutes ces explications, il serait naïf de penser que la crise économique capitaliste actuelle est le résultat de facteurs subjectifs et/ou d'incidents de gestion. Au contraire, au fur et à mesure que la crise se développe, il est de plus en plus clair qu'elle est essentiellement le résultat de contradictions systémiques du capitalisme. Ces contradictions sont en rapport avec la façon dont le capital a géré sa domination sur le travail notamment au cours des trois dernières décennies. Une domination fondée sur l'intensification de l'exploitation a façonné des relations industrielles agressives par le gel des salaires réels et l'imposition de la flexibilité.

Troisièmement, cela dit, la gauche doit éviter des généralisations telles que «le capitalisme est en crise permanente». C'est une chose de souligner le fait que le capitalisme a ses contradictions et une autre de l'affronter comme s'il était dans un état de crise permanente. Ceci conduit à des stratégies politiques passives, à des stratégies qui attendent l'effondrement du capitalisme à la suite de la crise générée par ses propres contradictions.

Quatrièmement, pour prolonger le point précédent, notre compréhension doit se garder de conclure qu'une crise économique entraînera une crise politique. Ce simplisme, assez fréquent à gauche, ne tient pas compte des différentes modalités de crises et suppose que les difficultés capitalistes conduisent à des solutions politiques progressistes, et même radicales. Cette hypothèse est loin d'être validée par l'expérience historique.

Cinquièmement, l'analyse de la gauche et sa réponse à la crise doivent partir de la compréhension que le capitalisme a d'énormes capacités pour répondre et même résoudre les crises. En fait, comme l'expérience historique l'a montré, le capitalisme a d'énormes capacités d'absorption de ses propres contradictions et d'adaptation à l'évolution permanente de la situation. À ce titre, l'État joue un rôle clé. L'État a toujours été le pilier pour assurer la reproduction des rapports capitalistes et la logique globale de l'organisation de la société. C'était le cas, même à l'apogée de la domination néolibérale où l'État est censé être minimal et où la plupart de ses fonctions ont été prises en charge par le marché déifié. Bien sûr, l'efficacité de l'État dans ce rôle dépend de la résistance à travers les luttes populaires. En d'autres termes, ce sont les luttes politiques qui déterminent l'orientation, le contenu et les limites de l'intervention de l'État dans ses efforts visant à régler la réhabilitation du capitalisme.

Sixièmement et enfin, après avoir dit que la crise économique ne conduit pas nécessairement à la crise politique, il ne faut pas conclure qu'une telle éventualité est impossible. En outre, étant donné le rôle clé de l'État dans la reproduction sociale, quand nous constatons une coïncidence des crises économiques et politiques, nous ne devons pas supposer que l'État a été frappé d'incapacité et ne peut pas rétablir l'hégémonie capitaliste. En fait, quand il apparaît aujourd'hui que nous sommes confrontés à une double crise de cette nature, cela signifie simplement que les défis et les opportunités pour la gauche radicale sont plus importants. En effet, la coïncidence d'une crise économique et d'une crise politique révèle en général des fissures dans le discours hégémonique du système et peut ouvrir de grandes possibilités pour ceux qui veulent le transformer. Cette possibilité ne sera pas offerte pendant longtemps. Cela ne durera que jusqu'à ce que l'ingéniosité du pouvoir de l'État parvienne à mettre en œuvre ce qui est exigé par la conjoncture et organise la construction de la nouvelle hégémonie. Et cela se passera exactement comme le veut l'État capitaliste aussi longtemps qu'il ne se trouvera pas face à une résistance

intellectuelle et sociale qui dépassera l'équilibre social et intellectuel du pouvoir.

Le forum social mondial et notre séminaire constituent ici une promesse forte et dynamique que la nouvelle hégémonie qui émerge de la crise capitaliste actuelle sera fondée sur nos préoccupations sociales qui mettent les êtres humains au-dessus des profits et la qualité de vie au-dessus de la poursuite de l'exploitation de la nature.